

OÙ EST LA JUSTICE SOCIALE ?

QUESTIONS GENANTES

- Où est la justice sociale quand on repousse l'âge légal de la retraite alors que tout étranger de 65 ans n'ayant jamais travaillé ni cotisé en France, a droit à une retraite de 780 euros par mois dès son arrivée ?

- Où est la justice sociale quand une femme de paysan ayant travaillé 50 ans à la ferme, n'a pas droit à ces 780 euros au prétexte que son mari et elle dépassent le plafond de 1200 euros de minimum vieillesse pour un couple ?

- Où est la justice sociale quand la sécu en faillite continue de payer à l'étranger, sans le moindre contrôle, des retraites à d'innombrables centaines disparus depuis des lustres ?

- Où est la justice sociale quand l'Aide Médicale d'État soigne 220000 sans papiers chaque année, à raison de 3500 euros par malade, alors que la sécu ne dépense « que » 1600 euros par affilié qui travaille et cotise ?

- Où est la justice sociale quand des étrangers bénéficient de la CMU et d'une mutuelle gratuite, alors que 5 millions de Français n'ont pas de mutuelle, trop riches pour bénéficier de la mutuelle CMU mais trop pauvres pour s'en payer une ? 30% des Français ont différé leurs soins en 2011 !

- Où est la justice sociale quand on sait que 10 millions de fausses cartes Vitale sont en circulation et permettent de soigner des milliers d'étrangers sous une fausse identité, au détriment des ayant droit ?

- Où est la justice sociale quand la France entretient des milliers de polygames, certains d'entre eux percevant plus de 10 000 euros par mois sans travailler, alors que la polygamie est interdite et que nos comptes sociaux sont dans le rouge ?

- Où est la justice sociale quand une famille nombreuse étrangère est prioritaire pour un logement social, alors qu'un jeune couple français doit attendre sept ou huit ans son premier logement pour avoir un enfant ?

- Où est la justice sociale quand on sait qu'un million de faux passeports, donnant droit à la manne sociale, sont en circulation sur les sept millions de passeports biométriques soi-disant « infalsifiables »

- Où est la justice sociale quand un Français né à l'étranger doit prouver sa nationalité à l'administration, ce qui se traduit souvent par un véritable parcours du combattant, alors qu'on brade chaque année la nationalité française avec des milliers de mariages blancs ?

- Où est la justice sociale quand on veut donner le droit de vote aux étrangers, alors que nos élus ont confisqué aux citoyens leur « non » au référendum sur la Constitution européenne et que des millions d'électeurs, de droite ou de gauche, ne sont pas représentés au Parlement ?

- Où est la justice sociale quand on accueille chaque année plus de 200000 étrangers non qualifiés, dont notre économie n'a nul besoin, alors que la pauvreté augmente, que nous avons près de 5 millions de sans-emplois et que le chômage atteint déjà 40% chez la population immigrée ?

- Où est la justice sociale quand le contribuable finance des associations qui ne combattent que le racisme à sens unique alors que le racisme anti français est systématiquement ignoré et les plaintes classées sans suite ?

- Où est la justice sociale quand on condamne un journaliste pour avoir énoncé une vérité sur la délinquance étrangère, alors que des rappers incitant à la haine ne sont jamais inquiétés au nom de la liberté d'expression ?

- Où est la justice sociale quand la délinquance explose et que les droits des voyous passent avant ceux des victimes ?

Car si l'intégration a totalement échoué, c'est tout simplement parce que nos dirigeants ont confondu anti racisme et acceptation de l'autre, avec le renoncement à nos valeurs. Il ne fallait rien changer au moule républicain qui a permis depuis des siècles à des millions d'immigrés de devenir des citoyens français. Les règles d'intégration qui ont fait leur preuve avec des générations d'immigrés, étaient la force de la République.

La faute majeure de nos élus est de les avoir ignorées.

